

Convention collective nationale
IDCC : 240. – PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
(14 novembre 1957)

AVENANT N° 94 DU 17 JUIN 2019
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION

NOR : ASET1951159M
IDCC : 240

Entre :

ANGTC-PLE,

D'une part, et

CFTC ;

FNECS CFE-CGC ;

SNPJ CFDT ;

FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les conditions d'application des conventions et accords collectifs de travail dont le champ d'application est national en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon ont été modifiées par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Auparavant, ces conventions et accords collectifs de travail ne s'appliquaient dans ces territoires qu'à condition qu'une stipulation expresse de ces conventions et accords le prévoie.

Désormais, l'article L. 2222-1 du code du travail modifié par la loi du 8 août 2016 dispose que les conventions et accords collectifs de travail dont le champ d'application est national conclus après l'entrée en vigueur de la loi s'appliquent à ces territoires sauf stipulation expresse contraire.

La convention collective des greffiers des tribunaux de commerce a été conclue le 14 novembre 1957 avec un champ d'application correspondant à « l'ensemble du territoire national ».

La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon n'appartiennent donc pas à son champ d'application.

Le présent avenant a pour objet de modifier le champ d'application de la convention collective afin d'y intégrer la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

En effet, par cinq arrêtés en date du 9 avril 2019 ont été créés des offices de greffiers de tribunaux de commerce aux résidences suivantes :

- Pointe-à-Pitre (971) ;
- Basse-Terre (971) ;
- Cayenne (973) ;
- Fort-de-France (972) ;
- Saint-Denis (976) ;
- Mamoudzou (976) ;
- Saint-Pierre (974).

Les partenaires sociaux de la branche ont donc souhaité prendre en considération cette évolution et étendre le champ d'application des dispositions de la convention collective des greffiers des tribunaux de commerce à ces régions, départements et collectivités d'outre-mer.

Article 1^{er}

Révision du champ d'application

L'article 1^{er} de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}

La présente convention collective règle les rapports :

- entre les greffiers des tribunaux de commerce et le personnel qu'ils emploient dans le champ territorial d'application défini à l'article 2 de la présente convention ;
- entre le conseil national des greffiers des tribunaux de commerce et son personnel. »

L'article 2 de la convention collective est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2

La convention collective s'applique sur l'ensemble du territoire national à l'exclusion des départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, ainsi qu'en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon. »

Article 2

Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur dans les conditions légalement applicables.

Article 3

Publicité. – Dépôt

Le présent accord sera déposé auprès de la DGT dans les conditions légales et réglementaires applicables. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent accord est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires.

Fait à Paris, le 17 juin 2019.

(Suivent les signatures.)